

que lui ont attribué les staliniens.

Bien au contraire, dans le No 137 de La Pravda (Juin 1913) il précise :
« Le néo-malthusianisme est l'expression du désespoir petit bourgeois. La classe ouvrière, elle, croît, se développe, s'éduque, s'arme. Il y a tout lieu d'être optimiste quant à son avenir, quant à la Révolution et de combattre le néo-malthusianisme. »

« Mais il va sans dire que cela doit nous empêcher en aucune manière de réclamer l'annulation inconditionnelle de toutes les lois contre l'avortement et contre la diffusion de littérature médicale sur la contraception... La liberté pour la propagande médicale et la protection des droits démocratiques élémentaires des citoyens, hommes et femmes, est une chose. La théorie sociale du néo-malthusianisme en est totalement une autre. »

En France : contraception au point mort

A en croire la presse bourgeoise elle-même, la contraception est dans l'impasse ! Neuwirth ainsi, gémissait dans France-Soir du 18 février 1972 : quelque chose est pourri au royaume de la contraception. Ce moraliste avait pourtant lâché du lest sur la moralité pour que son beau projet devienne loi il y a 5 ans... Mais le système ne marche pas, se lamente-t-il « naïvement »... Il ne suffit pas d'être UDR, au contraire, pour comprendre que la contraception n'est pas seulement une affaire de morale mais pose pour son application des problèmes d'infrastructure sanitaire que le gouvernement n'est pas prêt à payer.

En décembre 72, son projet d'office de Planification Familiale se voit refuser tout crédit et si la création d'un Conseil Supérieur de l'Information sexuelle est votée... il n'a pas d'autre existence non plus que sur le papier.

Par contre on frappe dès aujourd'hui la seule organisation qui a réalisé une prise en charge de la contraception depuis 16 ans et on y met les moyens :

— refuser le statut d'utilité publique qui a été demandé depuis trois ans c'est rendre impossible une campagne officielle d'information et des possibilités de crédit ;

— les autres mesures qui viennent d'être prises : les Caisses d'Assurance maladie et d'Allocations Familiales viennent de suspendre toutes les subventions qu'elles accordaient depuis deux ans au Planning. Les motifs de la Caisse-Maladie sont les suivants : « *Les activités du mouvement n'entrent pas dans la compétence de l'assurance maladie* ». Cette petite phrase innocente met le doigt sur ce qu'est la politique de la santé : pas question de rembourser tout ce qui est préventif ! Non seulement refus de financer les centres de Planning mais aussi non remboursement de tout contraceptif et des consultations officiellement contraceptives.

Dès lors on peut suivre le cynique raisonnement du pouvoir. Il est rigoureux : « En vérité nous vous le disons, le vrai remède c'est la contraception ! ».

« Oui, mais la contraception c'est de la médecine préventive, à l'appel, nous répondons absent ! »

Pour ce qui est des Allocations Familiales la suspension de crédits ne s'accompagne d'aucune explication ; on peut penser que les « réticences » ne sont pas sans rapport avec l'évolution qu'a subi en 16 ans le Planning Familial.

Créé en 1956, en contradiction formelle avec la loi de 1920, il a groupé un certain nombre de médecins, enseignants, sociologues, sous

l'égide du Dr Weil-Hallé. Il répondait au désir d'une aile de la petite bourgeoisie libérale de lutter contre l'avortement en diffusant la contraception.

Ce mouvement fut à sa naissance attaqué violemment de tous les côtés : blâme de l'Ordre des Médecins, condamnation de l'Eglise, attaque à boulets rouges du PCF.

Malgré tous ces obstacles, des centres d'informations s'ouvrirent dans tous les départements, et la contraception marginale est devenue par lui un état de fait.

Avec le vote de la loi Neuwirth, pour certains membres du Planning, telle sa créatrice, le Dr. Weil-Hallé, son rôle est terminé. C'est au contraire pour d'autres le moment d'un pas en avant que Mai 68 va accélérer.

Le mouvement commence à sortir du cadre étroit que certains ont pu facilement taxer d'ultra-réformiste, pour mettre à son programme :

- la généralisation d'une éducation sexuelle pour tous les milieux ;
- le libre accès de la contraception pour les mineures ;
- l'abrogation de la loi sur l'avortement.

Et il faut sans doute voir là l'une des causes des attaques du pouvoir.

La création de centres de consultation et de diffusion de techniques contraceptives, pas plus que la disparition de l'avortement clandestin n'a jamais été le souci réel de la bourgeoisie quelles que soient ses proclamations dans ses textes de loi.

L'objectif du capitalisme n'est ni la contraception ni la santé. La santé ne passe pas par des structures rentables (sans parler des cliniques privées et du mandarinat à consultations inabordables).

La santé passe par la mise en place d'une médecine préventive et curative à la portée de tous, c'est-à-dire gratuite et ce sur le lieu de travail (entreprises, facultés, lycées, CET) et dans les lieux d'habitation.

Une véritable contraception ne pourra se développer que dans un tel cadre ; et le système actuel est incapable de le fournir. N'en prenons pour preuve que sa dernière mesure en date : les analyses prescrites « avant, pendant, après » la prise de la pilule ne doivent pas être remboursées. Quoique nécessaires !

La lutte pour la contraception doit s'intégrer à la lutte pour la santé. Elle doit s'intégrer à la lutte globale anticapitaliste pour une société plus humaine.

**Pour une contraception libre et gratuite pour tous,
sans discrimination d'âge !**

**Centre de contraception dans les entreprises,
facultés, lycées, CET !**

Reconnaissance d'utilité publique pour le planning